

Micro-trottoir/Face aux perturbations connues l'année scolaire précédente

Entre scepticisme et espoir



Photo : Cadette Ondo Eyi

**Terry Ombinda:** "nous espérons que cette année se déroulera normalement".



Photo : Cadette Ondo Eyi

**Sonia Nyangui:** "la perturbation des cours vire à la décrédibilisation des examens et des diplômes".



Photo : Cadette Ondo Eyi

**Andie Marcelle Ntsame:** "la perturbation des cours nous amène à recourir aux établissements privés".

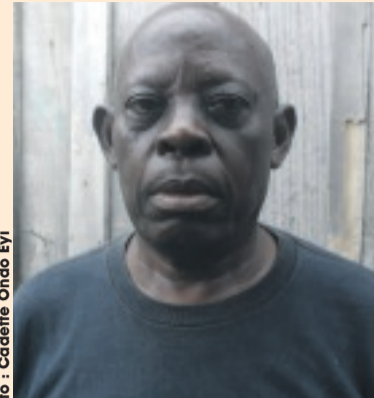


Photo : Cadette Ondo Eyi

**Urbain Nzigou Koumba:** "que l'État prenne ses responsabilités".



Photo : Cadette Ondo Eyi

**Vincent Goulouba:** "l'État a rempli sa part de marché".

Propos recueillis par COE

Libreville/Gabon

**Carmen Ledaga, prestataire de services**

Il y a pratiquement cinq ans que le Gabon fait face à des grèves, surtout dans le domaine de l'éducation. On s'attend donc toujours à ce genre de situation.

**A.D., sans emploi:**

Dans de telles situations, ce sont les parents d'élèves qui en pâtissent sérieusement, avec les coûts très élevés de la scolarité et des fournitures scolaires, qui sont

non remboursables. Nous espérons que les pesanteurs seront apaisées..

**Joseph M., homme d'église**

L'État a tué la confiance que j'avais en lui. Je suis perplexe quant à la fréquence des grèves des enseignants. Mon petit doigt me dit que cette année sera encore boycottée. Il est à prévoir que les enfants n'aillent pas jusqu'au terme de l'année, à cause des élections présidentielles de 2016. Le pire est à prévoir.

**Jean Claude D., enseignant**

Nous voulons qu'il n'y ait aucune perturbation, que les deux parties

fassent preuve de grandeur d'esprit et voient plus loin. Tout en mettant au premier plan l'avenir de nos enfants, et militer pour que leur niveau scolaire ne prenne pas un coup. Ils sont le Gabon de demain. Certains peuvent se servir de ces situations pour leurs intérêts propres...

**Terry Ombinda**

J'espère que cette année se déroulera normalement. Car, la perturbation des cours empêche sérieusement sur le calendrier. Et il y a aussi la crédibilité des examens et diplômes qu'il faut prendre en compte.

**Sonia Nyangui, sans emploi.**

Il est inconcevable qu'un élève qui n'a pas suivi une année scolaire normale puisse brandir une quelconque fierté après obtention d'un diplôme. Ceux-ci ne sont pas pris en compte à l'extérieur du pays. Nous osons espérer que tout se passera bien cette année pour nos enfants.

**Andie Marcelle Ntsame, étudiante**

C'est un sérieux problème et il faut très vite y remédier. Certains parents sont obligés de transférer leur progéniture dans les établissements privés, auxquels ce genre de situation profite. Sachant que tout cela nécessite un investissement financier, il est de plus en

plus difficile à ceux qui ont les familles nombreuses de s'en sortir.

**Urbain Nzigou Koumba, retraité**

Nous voulons l'avenir de nos enfants. Que le gouvernement prenne ses responsabilités. La situation des grèves est très inquiétante. Que les enseignants aient de l'amour pour nos enfants et pour ce qu'ils font.

**Vincent Goulouba, étudiant**

Pour cette année, nous espérons que tout ira bien, car l'État a rempli sa part du contrat et les enseignants sont satisfaits dans leurs droits à une meilleure rémunération.

Et pour conclure...

Redouter la résurgence des sempiternels blocages

ESSONE NDONG

Libreville/Gabon

ON parlerait volontiers d'un «*riktus sardonique*» pour qualifier l'année scolaire passée, tellement c'était tiré par les cheveux qu'on a pu la boucler. On croise les doigts. La nouvelle qui débute devrait trancher avec les errements d'antan. Et pour cause : la propension doit être, comme souhaité par certains, à la mise en œuvre des recommandations des États généraux de l'éducation de 2010. Est-ce de cela qu'en parle le ministre de tutelle lorsqu'il avoue son optimisme quant au comportement de cette année qui s'ouvre ? Et si ce n'est pas le cas, on est en droit de redouter une sorte de «*retour atavique*» justifié par la récurrence des sempiternels blocages. Et ceux-ci sont tenaces et jettent une ombre pessimiste sur le cours à venir. En effet, le volume des préoccupations (surtout matérielles, financières et sociales) suscitent de nombreuses appréhensions légitimes des parents d'élèves, des enseignants, des partenaires sociaux, des élèves... quant à une année académique studieuse. Aussi, point-on, par exemple, des classes pléthoriques que l'absence de nouvelles constructions n'a pas pu résoudre. Bien au contraire. Cette équation va se compliquer davantage avec l'arrivée de nouveaux apprenants.

Sur un autre plan, le manque d'une concertation formelle entre les syndicats et l'administration destinée à aplâner les écueils rédhibitoires fait redouter la résurgence des mouvements d'humeur qui ont gangrené l'année scolaire passée. Et là dessus, les acteurs sociaux dénoncent un statu quo qui perdure, tout en étant porteur de nombreuses incertitudes.

C'est dans cet esprit que les uns et les autres jugent impérativement néces-



Photo : DAO

Elèves et parents croisent les doigts pour que la nouvelle année qui débute, tranche avec les errements d'antant pour une année sans perturbations.

saire la résorption des multiples trappes dans lesquelles risque de tomber l'année académique qui s'ouvre, et qui ont déjà eu une incidence négative sur la qualité des enseignements dispensés. Il s'agit, entre autres, du déficit criant des enseignants dans les établissements, couronnés par le faible taux de réussite aux différents examens et la baisse du niveau scolaire, l'insécurité dans les établissements, une meilleure

restructuration des APE (Association des parents d'élèves), présence des débits de boissons à proximité des écoles, lycées et collèges, un dialogue permanent avec les partenaires sociaux... Sur ce dernier point, l'un des leaders syndicaux interrogés estime d'ailleurs qu'«*il serait difficile qu'il n'y ait pas de grève cette année* ». Une déclaration symptomatique de l'ampleur des antagonismes qu'il faut résoudre, afin de ga-

rantir à la nouvelle année académique un fonctionnement débarrassé de soubresauts tellement préjudiciables qu'ils coûtent cher non seulement à l'État, mais aussi aux parents qui sont ainsi loin de trouver leur compte dans les efforts financiers consentis. Et c'est là l'un des enjeux majeurs : que le résultat escompté corresponde à l'investissement. D'où, la satisfaction de ces nombreuses attentes.